

La voix de l'Opposition de gauche

A propos de Davos et du capitalisme.

24.01.2013

- *«Il n'y a pas d'alternative au capitalisme»*

Réponse : Klaus Schwab, fondateur du Forum de Davos en 1971.

Né en Allemagne en 1938, il a émigré en Suisse pour devenir économiste au pays des banquiers, cela ne s'invente pas.

De 1972 à 2002, Klaus Schwab a été professeur de politique d'entreprise à l'Université de Genève. Il s'est en outre engagé dans divers conseils de surveillance et organismes universitaires ainsi qu'à l'ONU. Klaus Schwab est aujourd'hui professeur honoraire à l'Université Ben Gurion en Israël, (...) a été distingué par neuf doctorats, notamment de la London School of Economics. (...) Klaus Schwab a reçu de nombreuses distinctions honorifiques nationales et internationales, notamment de la part de la Reine Elisabeth II qui l'a anobli. (source : lucerfestival.ch)

New York (ONU), Jérusalem, Londres, la boucle est bouclée en passant par le siège de la BIS (en anglais) ou BRI Banque des règlements internationaux situé à Bâle à deux encablures de Genève, qui pendant la Seconde Guerre mondiale servit d'intermédiaire entre le cartel des banquiers de la Fed et de la BoA (Banque d'Angleterre) et le régime nazi dans les années 30 au moment où sous Hitler l'Allemagne se réarmait et préparait la guerre...

La BRI n'est pas notre sujet, mais comme on est en Suisse, on peut en dire deux mots. Pour un peu, ce serait encore une institution financière opaque de tout premier plan à l'échelle internationale.

- Le rôle de la BRI est méconnu du grand public. C'est pourtant une institution incontournable du monde de la finance internationale. Les accords de Bâle ont été élaborés dans le fameux "Comité de Bâle" qu'elle héberge et anime. Elle joue un rôle déterminant dans la gestion des réserves de devises des Banques centrales. (lecercle.lesechos.fr 20.05.12)

- Elle a été créée en 1930 pour gérer les modalités financières du plan Young, traitant de la question des réparations de guerre dues par l'Allemagne en application du Traité de Versailles. Elle fût à ce titre, la première institution financière mondiale. (id)

C'est la version officielle, d'ailleurs l'auteur de cet article, Pascal Ordonneau, ancien PDG HSBC Invoice Finance, doit ignorer les conséquences politiques et sociales dramatiques qui découleront de ces réparations de guerre exorbitantes principalement exigées par la France, qui combinées à l'exigence des financiers américains de récupérer l'argent qu'ils avaient prêté à l'Allemagne contribueront à l'accession de Hitler au pouvoir, lorsqu'il affirme que la BRI serait "*née d'une bonne intention*", appréciation de banquier, on comprend qu'il n'ait pas vraiment de scrupule pour falsifier quelque peu les faits, entre banquiers on peut tout se permettre, solidarité oblige.

- "*Organisme international, ses agents sont, de fait, ressortissants de 53 pays. Son actionnariat est international, composé de 60 banques centrales. La moitié des 600 000 actions qui le composent*

sont entre les mains des banques centrales d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de France, d'Italie et des États-Unis d'Amérique. Présidée par un Gouverneur de Banque Centrale (actuellement le Gouverneur de la Banque de France), son Directeur Général est lui-même Gouverneur de Banque Centrale.

La BRI est banque des Banques centrales mais n'est pas une "Banque centrale des banques centrales". Elle ne joue le rôle de financier des banques centrales que marginalement et si elle est autorisé à leur prêter des fonds sur de solides garanties, son rôle bancaire est moins marqué que son activité de prestataire de service et de conseil."

On l'a très bien compris avec le rappel historique que j'en ai donné plus haut. Cependant, il ne faudrait pas minimiser son rôle, c'est la BRI qui par exemple a rédigé les accords dits de Bâle, dont la dernière mouture, Bâle III, que les banques de l'UE sont sommés d'appliquer mais dont les Américains ont repoussé l'application aux calendes grecques. Donc si vous vous demandiez encore pour qui elle roule, vous avez la réponse.

Encore que les grandes banques européennes trouveront sans doute la parade pour les contourner en s'inspirant des Américains, quand on parle du cartel des banquiers qui détient le pouvoir, on cite souvent la Fed, mais en réalité il s'agit d'un cartel de banquiers internationaux qui regroupent les plus importants de l'UE et des États-Unis, tandis que les banques plus petites et placées arbitrairement sous la tutelle d'un superviseur européen et national n'auront pas d'autres alternatives que les appliquer à la lettre quitte à être étranglées et aspirées par des banques plus importantes, ainsi une nouvelle concentration bancaire verra le jour, pour mieux contrôler la finance internationale c'est préférable, voire indispensable.

- "Les fameux accords de Bâle, leur récente révision sous le nom de Bâle III, sont le fruit d'un des comités qu'anime la BRI, le comité de Bâle. De ce Comité sont venus les ratios Cooke et Mac Donough et la plupart des ratios de solvabilité dont la mise en œuvre a été recommandée au niveau mondial.

Le rôle de la BRI s'est amplifié ces dernières années avec la crise monétaire, financière puis économique de 2008 et des années suivantes."

On vient de voir dans quelle direction. Sans parler qu'elle fourni à ses actionnaires, qui sont en dernier ressort principalement les plus grandes banques commerciales occidentales, de précieuses "*observations sur le fonctionnement des marchés bancaires et financiers mondiaux*" qu'elles exploiteront au mieux de leurs intérêts sur le casino de la spéculation mondiale aux détriments des intérêts des peuples, vous l'aviez deviné.

Cela nous ramène à Klaus Schwab qui n'a assurément pas plus de scrupules que notre banquier, et qui le plus sérieusement du monde a déclaré dans un entretien à *L'Hebdo* et mis en ligne sur leur portail (<http://www.hebdo.ch>) le 18 janvier 2012 :

- "En comparaison de la situation qui prévalait en 1971, l'année de création du Forum, il y a beaucoup de raisons d'être optimistes. En quarante ans, la démocratie a progressé de manière spectaculaire."

Alors qu'elle n'a cessé de reculer partout en Europe et aux États-Unis où règne un régime policier. Il devait faire référence à l'ex-URSS et ses satellites ou encore à la Chine, qui en réintroduisant le capitalisme ont permis à la nomenklatura de ces régimes de s'enrichir au détriment de leur peuple,

du prolétariat toujours dénué de toute expression politique représentative ou dans l'impossibilité de faire entendre sa voix.

Pour les serviteurs zélés de l'oligarchie financière dont Klaus Schwab fait manifestement partie, mais pas seulement, dès lors que vous disposez de droits politiques (pas en Chine) vous devez vous estimer heureux, vous vivez en démocratie, que demander de plus, de mieux. Peu importe que vous n'ayez aucun moyen de faire entendre votre voix et vos droits et qu'ils soient étouffés, piétinés. En Chine la dictature du parti unique est toujours en place. En Russie, c'est un Etat capitaliste mafieux qui a remplacé un Etat stalinien mafieux. Les Américains guerroient en Asie, en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, ils rêvent de reprendre leur offensive en Amérique latine, Venezuela, Bolivie, etc.

On aurait plutôt l'impression ou davantage encore que ce serait plutôt la dictature qui "*a progressé de manière spectaculaire*" au cours des dernières années ou décennies. Surtout si on ajoute aux multiples guerres et souffrance des peuples à mettre au compte des commanditaires de monsieur Schwab, la pauvreté ou la misère qui fait des ravages, qui s'étend sur tous les continents, y compris dans les pays réputés les plus riches du monde.

L'art consommé de la plupart des économistes, c'est de brasser du vent ou d'enfoncer des portes ouvertes ou encore de reproduire le discours que leurs maîtres de la finance leur ont soufflé dans les oreilles, dans le cas de monsieur Schwab cela tombe très bien, car il se compare à un artiste à la fin de cet entretien, très modestement notez bien, répondant au journaliste qui lui demande si "*au final*" il n'est pas "*au moins aussi influent qu'un chef d'Etat*", il répond qu'il "*contribue à créer des idées dont le but est d'améliorer l'état du monde*", rien de moins, il est vrai que le gratin mondial de la finance et des multinationales qu'il a invité doit assurément partager la même bonne intention. On a envie de le dire : stop, vous en faites trop, on nage dans le bonheur !

Plus sérieusement, si vous vous interrogez sur sa conception de la démocratie, il la résume en une question : "*les pays qui ont péché, notamment ceux du Sud, ont-ils la volonté politique d'entreprendre les réformes nécessaires?*" Réformes qui se traduiront par un appauvrissement général de la classe ouvrière et de la classe moyenne (Grèce, Espagne, Portugal), précisons "*nécessaire*" à défaut de s'attaquer à ceux qui se sont goinfrés pendant des années jusqu'à créer cette situation, les promoteurs, les banquiers, ce qu'il précisait à sa manière en ajoutant "*sans tuer toutefois les ressorts de la croissance économique*", le discours entendu mille fois depuis que Hollande a ajouté un volet "*croissance*" au TSCG.

Les riches toujours aussi riches ou davantage, les pauvres toujours aussi pauvres mais plus nombreux de préférence pour que le gâteau que se partagent les rentiers ne diminuent pas et que chacun soit servi à raison de sa voracité, de sa rapacité, ainsi va le monde à Davos.